

Pas touche à nos enfants ! Non à la guerre !

Non à la propagande guerrière !

Montreuil, le 23 novembre 2025

Chaque jour qui passe, Macron, ses ministres et soutiens dans les sommets de l'État et ailleurs, s'enfoncent dans la surenchère guerrière, cherchant à entraîner le pays derrière eux.

Ainsi, Fabien Mandon Chef d'État-major des armées, s'est adressé au congrès des maires de France pour leur demander, devant une situation internationale qui se dégrade, « *de préparer la population aux futurs conflits, pour que le pays soit prêt, d'ici 3-4 ans et qu'il ait la force d'âme d'accepter le risque de perdre ses enfants, de souffrir économiquement* ». Il précise que les maires sont le meilleur relai pour s'adresser aux habitants et qu'il leur revenait de libérer, pour d'éventuels mouvements de troupes, des espaces tels que des écoles, des logements, des crèches !

Tandis que le président Macron restait silencieux, la ministre des armées Catherine Vautrin s'empressait de valider ces propos en expliquant le 20 novembre qu'ils s'inscrivaient « *dans la suite du discours du président de la République (...) le 13 juillet dernier* » et qu'il n'y aurait « *pas de place pour la polémique* » qui n'aurait « *qu'une finalité, nuire aux intérêts de notre pays* ».

De fait, le discours belliciste du général Mandon s'inscrit dans le cadre de la **Revue Nationale Stratégique 2025**, document définissant les orientations de défense et de sécurité de la France. Partant de « *la permanence d'une menace russe, aux frontières de l'Europe* », la revue prône pour « *tous les citoyens* », un « *engagement, sous toutes ses formes au sein des armées ou d'un dispositif de mobilisation civile* » devant « *être ancré dans le parcours citoyen de chacun* », et passant notamment par « *l'adaptation des dispositifs adressés aux jeunes (classes et lycées engagés, escadrilles air jeunesse, cadets de la sécurité civile, service civique, etc.)* » afin « *d'acculturer près de dix millions de jeunes de 13 à 25 ans aux enjeux de défense et de sécurité nationale* ».

C'est donc très clair : pour Macron, ses ministres et ses généraux va-t-en-guerre, l'École devrait devenir un lieu d'embrigadement et de militarisation de la jeunesse. D'ores et déjà, les « **classes défense et sécurité globales** », créées en 2005, se multiplient sur tout le territoire, allant jusqu'à s'implanter dans l'enseignement primaire. Le ministère des armées en comptait **958** en France métropolitaine au premier trimestre 2025, auxquelles s'ajoutent **100** classes défense en Outre-mer et **6** à l'étranger (réseau AEFÉ). Dans le même temps, les personnels sont de plus en plus appelés à participer à des formations organisées par les trinômes académiques (associant les autorités de l'Éducation nationale et les autorités militaires territoriales) et portant sur l'« **Éducation à la défense** ». Ces dispositions s'articulent enfin avec le projet présidentiel d'un « **service militaire volontaire rénové** » visant, selon le journal *La Tribune*, à recruter 50 000 jeunes de 18 ans dès 2026.

La FNEC FP-FO propose une intersyndicale en urgence suite aux déclarations du Chef d'État-Major des Armées, pour prendre position nettement :

- **Refus de la propagande guerrière et opposition totale à l'objectif avoué de se préparer à envoyer nos élèves, nos étudiants se faire massacrer !**
- **Refus de tout dispositif de militarisation de l'École et d'embrigadement de la jeunesse !**

La FNEC FP-FO se trouvera toujours aux côtés de ceux qui refusent la marche à la guerre, c'est pourquoi elle appelle à rejoindre massivement la manifestation nationale, samedi 29 novembre (14h), Place de la République à Paris, pour l'arrêt du génocide des Palestiniens !